



N° 339 – décembre 2005

foi et développement

CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED

49, rue de la Glacière - 75013 Paris - FRANCE
Tel 33(0)1 47 07 10 07 - Fax 33(0)1 47 07 68 66
e-mail: publications@lebrete-irfed.org

- Alternatives
- Société Civile
- Politique Durable
- Citoyenneté

Pouvoir politique et société civile au Brésil

LES LEÇONS D'UN ÉCHEC

par Chico Whitaker*

Le nom du Brésil est associé depuis quelques années aux Forums sociaux, à l'émergence de la société civile, à une forme nouvelle d'éthique et de pratique politiques. La figure de Lula, l'ouvrier-président de la République, est devenue pour sa part l'icône d'une victoire patiemment acquise par les classes populaires. Or, voici que l'un des acteurs majeurs du changement, Chico Whitaker, se propose de tirer la leçon d'un... « échec » brésilien.

Echec. Le terme est violent. À la mesure de la désillusion dont les principaux responsables siègent aux commandes du Parti des travailleurs, l'organisation qui a porté Lula au pouvoir ! Chico, la mort dans l'âme, évoque l'indignation et l'angoisse des militants qui voient leur formation se fourvoyer avec la fraude électorale, les alliances opportunistes, la corruption et, plus navrant encore, avec les

intérêts des classes privilégiées, jadis adversaires acharnées de Lula, aujourd'hui déterminées à lui éviter une destitution honteuse.

L'action politique implique le sens du compromis. Personne n'en doute. Mais la compromission systématique avec des choix opposés aux espoirs de la base est une imposture. Le Brésil de Lula n'est-il qu'une façade sur des fondements lézardés par les tromperies ? Chico Whitaker refuse de céder au découragement. Désillusion ne signifie pas résignation. Un autre Brésil est possible. Il plaide pour lui. Le changement politique n'appartient pas aux faussaires. Il dépend de femmes et d'hommes qui croient en un avenir enraciné dans les attentes légitimes de tout le peuple. Nous le croyons aussi.

Albert Longchamp

* Chico Whitaker est brésilien, architecte, ancien conseiller municipal de Sao Paulo et l'un des initiateurs des Forums sociaux mondiaux. Ce texte reprend des éléments de deux autres textes de l'auteur : intervention au *Global Progressive Forum*, à Milan le 10 septembre 2005, et introduction à son livre *Vers une autre politique – Les nouveaux chemins ouverts par le Forum social mondial*, à paraître prochainement chez Fayard.

Tous ceux qui, un peu partout dans le monde, s'efforcent de le changer et luttent pour plus de justice et d'égalité entre les êtres humains ainsi que pour le respect de la nature, ont suivi avec beaucoup d'espoir l'arrivée, à la présidence de la République du Brésil, d'un ouvrier : Luis Ignacio Lula da Silva dit Lula. Issu des couches les plus pauvres du pays, il portait en lui, dans un pays marqué fondamentalement par l'inégalité sociale, tous les espoirs de changement des grandes majorités nationales oubliées. Cet énorme changement de pouvoir est arrivé après plus de vingt ans de lutte menée par un mouvement social issu de la base de la société et décidé à construire, progressivement mais obstinément, les conditions de son succès.

Après deux ans et demi, tout semble s'écrouler... Depuis plusieurs mois, une profonde crise politique engloutit le pays. Lula lui-même risque d'être écarté de la présidence de la République. Ce qui pourrait anéantir, à nouveau et pour un

bon bout de temps, les espérances du peuple brésilien : voir enfin la justice l'emporter sur l'iniquité. Avec, évidemment, des répercussions négatives pour de semblables luttes dans d'autres pays d'Amérique Latine et dans d'autres régions du monde.

La situation est en effet surprenante, parce que paradoxale. Les raisons de la crise ne tiennent pas à des initiatives prises par Lula pour lutter contre l'inégalité sociale, objectif principal de sa campagne électorale. Mais pour y parvenir vraiment, il aurait fallu changer le modèle économique qui est à la racine de cette inégalité. En vérité, Lula n'a fait que consolider ce modèle. Et cela à un point tel que la poursuite de cette consolidation est désormais la condition essentielle de son maintien au pouvoir.

Ce qui fait dire, à tous ceux qui le soutenaient et maintenant le critiquent, que tout doit être fait pour dépasser la crise politique que le pays connaît actuellement... mais sans changer de politique économique.

L'éthique politique

Les raisons de la crise actuelle au Brésil se situent en réalité dans l'autre versant du message électoral du Parti des travailleurs (PT), grâce auquel Lula a été élu : l'éthique politique. Le PT s'est transformé en une efficace machine électorale, avec la professionnalisation des militants dans le fonctionnement de cette machine et dans les administrations conquises. Ceux qui ont pris le contrôle de cette machine électorale se sont convertis aux fausses idées d'un réalisme pragmatique, selon lequel faire de la politique c'est gagner des élections et pour gagner des élections il faut se procurer de l'argent. Or, arrivés au pouvoir, ils se sont trouvés confrontés à plusieurs possibilités pour obtenir cet argent. Parmi celles-ci, plusieurs types de fraudes et d'agissements illicites.

Ces agissements combinés avec la décision de construire des majorités parlementaires par l'achat des votes dans le Congrès – vieille distorsion des

rapports exécutif-législatif au Brésil - font maintenant l'objet, dans ce même Congrès, de trois Commissions parlementaires d'enquête et d'une Commission d'éthique. Les séances d'audition des inculpés - parmi lesquels plusieurs dirigeants déchus du Parti des travailleurs - sont transmises en direct, jour après jour, semaine après semaine, depuis le mois de juillet 2005, par la télévision du Congrès et par d'autres chaînes de grande écoute. Il a été décidé - pour prolonger cette espèce d'agonie - que ces commissions poursuivront leur travail jusqu'au mois d'avril 2006, peu avant le début de la campagne électorale pour laquelle Lula peut se porter à nouveau candidat.

La plupart des Brésiliens qui ont contribué à la victoire électorale du Parti des travailleurs et qui, par la suite, ont continué à donner le meilleur d'eux-mêmes pour que les changements promis et espérés se réalisent effectivement, sont à présent tiraillés entre perplexité, indignation, tristesse et angoisse.

Echec d'un projet de changement

Peut-on parler d'échec de Lula en tant que Président de la République? Certainement pas. Son gouvernement a été meilleur que les gouvernements qui l'ont précédé, en particulier concernant les politiques d'urgence qui ont compensé la mauvaise distribution des revenus. A l'extérieur du pays, il est parvenu, à travers les négociations internationales, à faire en sorte que soit pris en compte, de manière plus forte, le problème de la faim et de la pauvreté. Il a aussi soutenu l'intégration des pays du tiers monde et de ceux de l'Amérique Latine face au pouvoir hégémonique nord-américain. S'il parvient à se maintenir à son poste, il pourra même se faire réélire - comme l'y autorise la Constitution - pour un nouveau mandat de quatre ans.

Cela étant, on peut parler d'échec d'un projet de changement - dont Lula d'ailleurs n'était pas seul porteur. Les alliances qu'il avait conclues pour accéder à la présidence ne s'étaient pas toutes faites avec des partis engagés sur le même projet. Une fois élu, il a dû élargir encore plus ces alliances pour s'assurer une majorité au Parlement. Il a ensuite maintenu dans des postes clefs de la politique économique des hommes venant du gouvernement précédent. Il s'est trouvé alors emprisonné des deux côtés.

Le règlement de la dette aux capitaux brésiliens ou étrangers est devenu une priorité absolue, passant nettement

avant le paiement d'une autre dette qu'on appelle au Brésil la « dette sociale », celle de la société envers les majorités pauvres. Des mesures qui auraient eu une répercussion certaine dans le dépassement des inégalités, comme par exemple la réforme agraire, n'ont pas reçu une attention suffisante, de même que d'autres politiques créatrices d'emploi. Une modeste croissance économique a satisfait Lula et son gouvernement, sans qu'ils prennent en compte le fait que, dans le capitalisme, croissance ne signifie pas développement. Au contraire, la croissance seule concentre toujours plus de richesses.

Lula n'a pas profité de son capital politique pour proposer une réforme politique améliorant le système représentatif et la participation des citoyens.

Le marché intérieur, dont l'extension traduit une redistribution des revenus, a été complètement oublié. Tous les efforts des entreprises et du gouvernement se sont tournés vers une

production économique d'exportation - avec même des atteintes à l'environnement, par exemple dans la production du soja transgénique. Lula n'a pas profité de son capital politique pour revoir le système dégressif des impôts qui privilégie les riches, ni pour proposer une réforme politique améliorant le système représentatif et la participation des citoyens, ni pour introduire dans la machine administrative des changements nécessaires. Et, pour compléter ce tableau peu enthousiasmant, lui et le Parti des travailleurs ont assuré une totale continuité, sans aucune contrainte, aux vieilles distorsions de la démocratie brésilienne - dont celles qui ont mené à la crise actuelle.

Il n'est pas étrange donc que les privilégiés du Brésil, qui ne voulaient absolument pas l'élection de Lula, soient tous à présent absolument décidés à le maintenir comme Président. Sa destitution leur créerait des problèmes et les affronterait au danger de ne pas pouvoir contrôler ceux qui lui succéderaient. Pour certains analystes, il est déjà destitué dans les faits, en tant que porteur d'un projet de changement, par ceux qui concentrent l'argent au Brésil. Leur stratégie - jusqu'à présent, mais tout peut encore changer - est celle de le laisser finir son mandat pour le vaincre démocratiquement aux prochaines élections dans un an, son appui populaire ayant déjà considérablement diminué. Entre-temps, ils auront continué à s'enrichir sur le dos de tous ceux qui ont cru en lui.

Pour mieux appréhender ce qui s'est passé, il faut mettre en parallèle ce gâchis avec une autre initiative prise par des Brésiliens et dont la dimension mondiale, en tant qu'effets à moyen et à

long terme, n'a pas pu encore être mesurée, à savoir le Forum social mondial.

Des citoyens traités en consommateurs

Dans de nombreux pays, l'activité politique est devenue une affaire de professionnels. Une barrière sépare clairement le monde de la politique du monde des citoyens. Ceux-ci se sentent impuissants. Réduits au seul rôle d'électeurs, ils deviennent les froids spectateurs de luttes entre partis et entre personnes qui ne pensent qu'à gagner le pouvoir ou à le conserver. Des campagnes électorales sans vrais contenus de programme essayent de vendre des illusions à des citoyens traités en consommateurs.

L'éthique, en tant qu'ensemble de principes orientés vers l'humanisation du monde, reste, dans la politique comme dans les affaires, au simple niveau de la tactique. La corruption, presque toujours impunie, fait des ravages partout en confondant intérêts publics et intérêts privés. S'il y a des exceptions, elles n'arrivent pas vraiment à changer ce tableau.

La gauche, dont la vocation serait d'agir pour dépasser ces logiques, se divise de façon répétitive. Quand elle arrive au pouvoir, ses initiatives ne sont guère différentes de celles de la droite et son action ne produit que des déappointements. Les promesses permanentes n'arrivent pas à se réaliser. Au contraire, avec l'économie mondiale sous l'emprise d'un capitalisme autoritaire nommé aujourd'hui néolibéralisme, les dites « conquêtes sociales » reculent. Que faire alors? Une « autre politique » est-elle possible?

Des apprentis sorciers

Il faut impérativement trouver de nouveaux chemins pour l'action politique. Cette quête devient de plus en plus nécessaire et urgente quand on considère ce qui se passe au niveau mondial.

Ici, c'est le terrorisme sans frontières qui prend le devant de la scène, semant partout l'insécurité et l'angoisse. De brutales interventions armées - réponse inadéquate à ces menaces - sont décidées unilatéralement par les plus forts et n'ont comme résultat qu'un renforcement des réactions terroristes. Le monde devient prisonnier d'une dangereuse spirale de la violence. Des nations pauvres sont également poussées à des affrontements internes et à des guerres civiles interminables.

Là, c'est l'environnement qui est dangereusement menacé par le développement d'activités productives clairement nuisibles et par certains modes de consommation. Des apprentis sorciers jouent avec des expériences scientifiques pouvant provoquer des dégâts sans retour. La continuité de la vie sur la planète Terre se voit menacée.

Là encore, ce sont les efforts entrepris pour réformer les Nations unies, dont le rôle est d'assurer la paix, les droits humains et la prudence, qui sont voués à l'échec. Le gouvernement de la nation hégémonique dans le monde, voulant maîtriser tous les peuples selon ses intérêts, cherche à réduire au minimum le pouvoir d'intervention de cette organisation multilatérale.

Si la justice, l'égalité et la paix sont les aspirations les plus profondes des êtres humains, depuis plusieurs décennies l'humanité ne connaît que frustrations dans la réalisation de ces aspirations.

« Un autre monde est possible »

Face à ces impasses, des organisations de la société civile brésilienne, appuyées par des organisations de la société civile d'autres pays, ont pris l'initiative en 2001, de réaliser à Porto Alegre au Brésil un Forum social mondial¹, autour du thème : « *Un autre monde est possible* ». Elles ont invité tous ceux qui s'opposent à la domination du monde par le capital et veulent interrompre la course suicide, dans laquelle la logique du capitalisme pousse l'humanité, à venir discuter de ce qu'il faut changer pour transformer le monde. Cette initiative a pris rapidement une ampleur hors du commun². Réveillant l'instinct de survie de l'humanité, elle est devenue le principal fait politique de ce début de nouveau siècle.

Mais le Forum ne représente pas seulement une nouvelle possibilité de dénoncer ce qui se passe et de penser ce qu'il faut faire. Sa plus grande nouveauté est ailleurs. Les organisateurs du Forum avaient des intuitions sur la manière de s'organiser et de lutter pour obtenir des changements. Elles étaient basées sur une affirmation osée : pour que cette lutte gagne en efficacité, il faut dépasser les paradigmes d'action politique qui ont prévalu tout au long du siècle dernier. En d'autres termes, pour arriver à l'autre monde, considéré comme possible, il faut construire une nouvelle culture politique, ancrée sur d'autres façons de faire de la politique.

Un nouvel acteur : la société civile

Les organisateurs du Forum social mondial ont proposé cette initiative en

plein développement des protestations et des manifestations commencées à la fin du siècle, partout dans le monde, contre un néolibéralisme prétendument triomphant³. Leur initiative était d'abord une réponse à la nécessité de commencer une nouvelle phase de lutte, plus riche en propositions.

Ils ont considéré, d'autre part, que la contestation et la résistance – et même la prise du pouvoir politique – sont nécessaires mais non suffisantes pour changer le monde. Des actions politiques diversifiées, dont toutes celles développées à partir du dedans et de la base des sociétés, avec la participation et la créativité de ses membres et en partant de leurs besoins concrets, sont nécessaires.

Pour cela ils ont mis en scène, dans l'univers de la politique, la société civile. Considérant que le monde nouveau sera construit par la société tout entière⁴, ils voient cette société civile – qui bouge depuis longtemps – comme un nouvel acteur protagoniste face aux partis qui monopolisent l'espace de l'action politique. Dès lors, les rencontres du Forum sont réservées aux organisations et mouvements qui, dans chaque pays et au niveau planétaire, composent cette société civile. A l'exception, par choix éthique et politique, de tous ceux qui acceptent la violence comme forme d'action politique⁵.

Enfin ils affirment que le Forum lui-même ne doit pas devenir un nouveau lieu de lutte pour le pouvoir qui diviserait ses participants et les affaiblirait. Au contraire, ils le conçoivent comme un espace ouvert, marqué par l'horizontalité des rapports, ce qui rend possible l'échange libre d'expériences, la reconnaissance et l'apprentissage mutuels; la consolidation d'articulations ou la construction de nouvelles alliances entre organisations et mouvements.

Leur rencontre dans cet espace doit permettre, ainsi que leurs désaccords et différences d'objectifs et de stratégies, de mener non à des querelles d'hégémonie mais à la découverte de nouvelles perspectives d'action. Cette dynamique, appelée par Patrick Viveret⁶ celle des « *désaccords féconds* », correspond en fait à la découverte d'un chemin pour construire « *l'unité dans la diversité* » dont la gauche a tant besoin⁷.

En se référant à l'expérience de l'humanité au cours des dernières décennies pour se libérer de tous les types de domination, les organisateurs du Forum ont établi, pour sa réalisation, des règles visant déjà d'autres façons

de faire de la politique : en plus de l'horizontalité dans les rapports entre participants, le respect de la diversité et de la pluralité, l'absence de direction et de porte-parole de l'ensemble du Forum, le rejet du « document final » habituel dans la plupart des rencontres, la construction de la coresponsabilité et de la coopération au lieu de la dynamique de la compétition.

Ayant traduit leurs intuitions dans tous ces choix méthodologiques, ils les ont consolidés dans une Charte de principes. Or, ce sont ces choix méthodologiques qui semblent attirer un nombre croissant de personnes et d'organisations. Comme un vent nouveau qui se lève, ils ont déclenché un processus de déblocage de l'action politique, faisant revivre l'utopie qui alimente l'enthousiasme.

Le Forum est alors devenu, lui-même, une expérience de pratiques politiques plus cohérentes avec le type de société, égalitaire et démocratique, que l'on veut construire. Ce qui exige, pour la vraie assimilation de ces nouvelles pratiques, l'ouverture de chacun à un profond changement intérieur.

Le vrai défi à surmonter

Ce n'est pas un hasard que le Forum social mondial soit né au Brésil. Nous l'avons déjà dit, la victoire électorale de Lula est arrivée après une lutte de plus de vingt ans d'un mouvement social qui s'enracinait à la base de la société. Or, c'est l'expérience de cette lutte qui a inspiré les concepteurs et réalisateurs du Forum, tous ayant participé à ce mouvement social.

Mais, si les nouvelles pratiques ainsi proposées peuvent être plus facilement adoptées à l'intérieur des mouvements sociaux et dans les rapports entre eux – malgré les résistances qui surgissent toujours – cela n'est pas si évident au niveau du pouvoir politique, une fois qu'il a été conquis. Une nouvelle dynamique s'instaure, conduite par les limites de l'exercice du pouvoir et par les vieilles pratiques ancrées profondément dans nos comportements.

Le vrai défi à surmonter devient alors la réelle assimilation des nouvelles pratiques dans la vie politique quotidienne et concrète, et particulièrement à l'intérieur des partis. Vaincre ce défi exige déjà beaucoup plus de temps, particulièrement en ce qui concerne le besoin de changement intérieur qui doit aussi affronter la force encore dominante de l'idéologie capitaliste, individualiste et compétitive. On trouve là, sans doute,

Réveillant l'instinct de survie de l'humanité, le Forum social mondial (FSM) est devenu le principal fait politique de ce début de nouveau siècle.

une des raisons principales de l'échec de l'expérience brésilienne.

En fait, il n'y a pas eu au Brésil, à l'intérieur des partis et des gouvernements ni même de la société civile, les changements expérimentés à l'intérieur des Forums auxquels ont pourtant participé beaucoup d'acteurs de la présente crise, y compris le Président Lula lui-même.

Les citoyens sont responsables

La première leçon à tirer s'adresse à la société civile : il ne faut pas laisser le monopole de l'action politique aux partis et encore moins aux professionnels de cette action à l'intérieur des partis. Il ne faut pas non plus laisser les partis et les gouvernements affronter seuls la lutte pour les changements sociaux, même quand ils y sont vraiment engagés. Tous ces citoyens sont responsables des décisions politiques, par leur action ou par leur omission. Les partis, comme les gouvernements, devraient donc donner la priorité à la formation politique des citoyens – devoir que le PT, au Brésil, a pratiquement abandonné au fur et à

mesure qu'il arrivait au pouvoir à différents niveaux.

La deuxième leçon s'adresse directement aux partis : si l'on opte pour la démocratie comme régime politique, on ne peut arriver au pouvoir que par les élections. Mais tous les moyens ne sont pas bons pour se faire élire. Nous pouvons, selon les moyens choisis, nous faire dévorer par la corruption ou par la dépolitisation des campagnes électorales, dans la mesure où on ne considère pas les électeurs comme des citoyens mais comme des consommateurs.

Troisième leçon, adressée à tous : ne plus croire que le changement dans nos sociétés se fera par la seule prise du pouvoir politique. Détenir celui-ci constitue un atout important, mais il est totalement insuffisant. L'ensemble de la société, chaque citoyen par ses actions et ses comportements, ainsi que les organisations de la société civile doivent se sentir engagés. Il faut que toutes les portes soient ouvertes pour que ce nouvel acteur politique – la société civile

constituée par un nombre croissant de citoyens organisés et reliés entre eux en réseaux – entre effectivement en scène, à paré entière.

Quatrième leçon, également destinée à tous : il n'y aura jamais de changements structurels durables dans nos sociétés s'ils ne sont pas accompagnés de changements à l'intérieur de nous-mêmes, tendant à une complète assimilation des principes éthiques. Et cela aussi bien chez les personnes chargées des responsabilités politiques – pour lesquelles ces changements sont encore plus nécessaires et exigeants – que dans toute la société.

En fait nous commençons à vivre, en ce début de siècle, des vraies mutations dans les paradigmes de l'action politique. La pratique expérimentée dans les Forums sociaux est un chemin à poursuivre⁵. Aucun des acteurs politiques ne doit se sentir menacé. Mais chaque rôle est à revoir.

Chico Whitaker

**Ne plus croire
que le
changement
dans nos
sociétés se fera
par la seule
prise du
pouvoir
politique.**

Note de référence

1 - Sur l'histoire de la création du FSM voir : www.forumsocialmundial.org.br/memoria/historico/texto Francisco Whitaker

2 - Réunissant 20 000 personnes en janvier 2001, les quatre éditions suivantes du Forum Social Mondial ont confirmé son succès : 50 000 personnes encore à Porto Alegre en janvier 2002 et 100 000 en 2003 ; 120 000 à Mumbai (Inde), en 2004 ; et en 2005, 150 000 à Porto Alegre à nouveau. Parallèlement, des Forums sociaux de niveau régional, national ou local se sont multipliés attirant un nombre toujours plus élevé de personnes en Europe, en Amérique, en Afrique, en Asie.

3 - Par le choix même de la date, le FSM a été une opération de contre-communication au Forum économique de Davos. Il a affirmé que la « pensée unique » du capitalisme triomphant – qui réunit les seigneurs du monde tous les ans à Davos – pouvait être contestée par l'utopie d'un « autre monde possible ».

4 - L'ex-Président de la République tchèque, Vaclav Havel, disait déjà, « *le changement politique n'est pas la cause du réveil de la société mais sa conséquence finale* » (extrait de la postface du livre *Théâtres*, de Vaclav Havel, Paris, Gallimard, 1980). Participer à ce réveil est devenu alors une des plus importantes contributions du Forum dans sa force transformatrice.

5 - Voir les raisons de cette exception ainsi que de la non-participation des partis politiques dans le FSM, dans le livre de l'auteur de cet article au chapitre « Les options de base pour l'organisation de Forums Sociaux : espace de la société civile ».

6 - Patrick Viveret est le signataire de la préface du livre de l'auteur de cet article. Voir aussi *Foi et Développement* n° 319, décembre 2003 : « Un nouvel humanisme à construire ».

7 - Dans les querelles de pouvoir, ceux qui s'affrontent ne cherchent pas à voir en quoi l'autre a raison mais à utiliser les faiblesses de ses raisonnements et arguments pour le vaincre. Tandis que pour arriver à un accord il faut chercher exactement le contraire, c'est-à-dire la vérité et la force des raisonnements et des arguments pour les joindre les uns aux autres et construire une nouvelle vérité.

8 - Un Forum social brésilien sera organisé le 21 avril 2006, date symbolique liée aux luttes pour l'indépendance du Brésil, autour d'un seul thème : « Un autre Brésil est nécessaire et urgent ».

FOI ET DÉVELOPPEMENT : publié par le Centre L.-J. Lebrez depuis 1972 (10 n°/an) - ISSN 0339-0462 – Imprimerie SEPIC, Paris, 0147051759

REDACTION : Directeur : Albert Longchamp - Secrétaire : François Bellec - Secrétariat : Christine Join-Lambert - Conseil de rédaction : Geneviève André, Pierre-Henn Chalvidan, Alain Durand, Maryse Durrer, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudorj, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Richard Werly.

La reproduction des textes publiés dans *Foi et Développement* est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source : *Foi et Développement* n°..., avec les coordonnées du Centre international Lebrez-Irfed. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé au Centre.

CONDITIONS DE VENTE : Abonnement annuel tout pays (y compris voie aérienne) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF

Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre du Centre L.-J. Lebrez – Virement sur compte Centre L.-J. Lebrez - En France : CCP N° FR/10/ 20041/ 01012/ 3329712T033/ 50 - En Suisse : Banque Raiffeisen - 1233 Bernex, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF

LE CENTRE INTERNATIONAL LEBREZ-IRFED :

Association de droit suisse, le Centre international Lebrez-Irfed est animé par un réseau d'antennes et de correspondants, acteurs du développement solidaire. Par eux, il conduit un travail de recherche, de formation et d'action. Le budget du Centre est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. Pour les dons, le Centre est reconnu organisme d'intérêt général ayant un caractère humanitaire et est habilité à délivrer des reçus fiscaux donnant droit à réduction d'impôt (pour la France uniquement).

CONSEIL D'ADMINISTRATION : Président : Y. Berthelot - Directeur : S. Regazzoni - Administrateurs : C. Baehrel, J. Balbis, R. Colin, T. De Guia, M. De Melo-Foucher, S. Djuweng, J-F. Giovannini, Y. Glorieux, J. Heinrich, P. Houée, B. Huger, D. Khudorj, L. Eung Kwark, B. Labaki, X. Lamblin, D. Lesaffre, A. Longchamp, M. Lostis, M.M. Baye, R.V. Mathias, R. Padrun, L. Razafimbelo, C. Roque, G. Sarazin, E. Sottas, B. Willot, F.M. Wolde.



DÉVELOPPEMENT et CIVILISATIONS

Lebret - Irfed

49, rue de la Glacière - 75013 PARIS, France
Tél. : 33 (0)1 47 07 10 07 - Fax : 33 (0)1 47 07 68 66
email : contact@lebret-irfed.org site : www.lebret-irfed.org

infos

Supplément à Foi et développement N° 339 - décembre 2005

Le Centre Lebret et l'Irfed font peau neuve

Le rapprochement entre l'Irfed et le Centre Lebret, initié dès 1999, a abouti à une seule et même structure dont la dénomination, « *Développement et Civilisations - Lebret-Irfed* », reflète l'identité et l'histoire de chaque association et marque le champ d'action dans lequel elle s'inscrit.

A partir d'un double ancrage, l'un en France, siège du Centre, l'autre international en partenariat avec un réseau d'acteurs qui s'enrichit au fur et à mesure des rencontres, nos activités se développent autour de la formation au développement et de la production de réflexion et de pistes d'action.

Cette page *Infos* aura pour objet de vous informer de notre travail, articulé autour des axes : *Dialogue des civilisations et développement des peuples ; Rapports entre société civile et pouvoirs publics ; Enjeux de l'éducation dans les pratiques de développement...* Ces *Infos* seront aussi l'espace d'expression des membres du réseau.

Le site-web, le centre de documentation, et les publications sont des espaces de réflexion nécessaires au positionnement par rapport aux grandes problématiques de développement. Ils sont aussi des espaces de visibilité pour la pensée et la pratique des acteurs impliqués dans un développement solidaire et durable qui conjugue local et global.

Le choc du Brésil

Dans le cadre de l'année du Brésil en France et en collaboration avec *Développement et Civilisations Lebret-Irfed*, un colloque universitaire a été organisé à Rennes (France) le 6 octobre 2005 sur le thème *Le père Lebret et le Brésil*.

Dans le Brésil des années 50-60, c'est à travers ce « *choc du sous-développement* », auquel il est confronté pour la première fois que le père Lebret construit une grande partie de sa pensée sur le développement humain et qu'il devient une figure emblématique de la pensée tiers-mondiste naissante pour toute une génération d'intellectuels catholiques latino-américains.

Le colloque a donc été l'occasion, pour des chercheurs brésiliens et français de faire le bilan des travaux, de la pensée et des réseaux Lebret encore présents aujourd'hui au Brésil.

Un site internet

Le Centre Lebret-Irfed a désormais un site internet, en anglais et en français :
www.lebret-irfed.org

Vous y trouverez de nombreuses informations sur nos diverses activités : comptes rendus de nos séminaires et ateliers, contributions des différents participants, articles de *Foi et développement* publiés depuis 2003 (en anglais et en français).

Une passerelle Nord-Sud

Une conférence, sur *Le rôle des jeunes issus de l'immigration dans l'éducation au développement*, a eu lieu le 24 novembre 2005 à Paris. Elle était soutenue par le Conseil régional d'Ile-de-France.

Les jeunes issus de la migration occupent une position privilégiée dans l'éducation au développement. Cela se traduit à la fois par une forte implication dans les actions de terrain mais aussi par un point de vue spécifique, issu de leur vécu, passerelle précieuse entre le Nord et le Sud. Alors que s'est exprimé en France, en novembre 2005, le malaise de nombreux jeunes issus de la migration, la prise en compte de cette position particulière contribue certainement à la reconnaissance à laquelle ils aspirent dans la société d'accueil.

Les témoignages d'Abou Ngame du Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (Forim jeunesse) et de Oumar Diacko, vice-président et responsable de chantier de ALED (Association lieux d'espoir pour le développement) ont été particulièrement appréciés.

Les fondamentalismes religieux en Asie

A la suite du séminaire régional de Beyrouth (octobre 2003) sur le thème *Dialogue des civilisations et développement des peuples*, un séminaire régional sud-asiatique s'est tenu à Bangalore (Inde) du 1^{er} au 4 août 2005. Portant plus particulièrement sur le thème *Fondamentalismes religieux et mondialisation*, il a rassemblé une trentaine de personnes à majorité indiennes, parmi lesquelles bon nombre de femmes. Les autres pays représentés étaient le Népal, le Cambodge, le Sri Lanka, le Liban et la France.

Les participants, d'obédiences religieuses très diverses, ont réfléchi sur la manière de prévenir dans leurs pays les tensions et les conflits interethniques et interreligieux qui entravent le développement et l'action des populations en faveur des transformations sociales.

Les actes du séminaire feront l'objet d'une publication en anglais, français et tamoul. Le communiqué de presse ainsi que certaines contributions peuvent être consultés sur le site du Centre Lebret-Irfed.

Une première en Europe de l'Est

Un séminaire s'est tenu à Prague en République tchèque du 27 au 29 octobre 2005 à l'initiative d'Ekumenicka Akademie Praha et du Centre Lebret-Irfed. Ces associations ont réuni pour la première fois des représentants d'organisations de la société civile de pays de l'Est et de l'Ouest de l'Europe. Un défi compte tenu de l'Histoire des deux parties du continent encore marqué par les séquelles de la Guerre froide.

Le thème du séminaire

portait sur *Les rapports de la société civile et des pouvoirs publics*. Treize pays étaient représentés, quatre n'avaient pu répondre à l'invitation. Durant la rencontre, les participants ont pu découvrir l'action de quatre associations tchèques qui agissent respectivement dans le secteur coopératif, auprès des Roms, des exclus et des sans domicile fixe, et dans le domaine environnemental.

La recherche a permis d'éclairer et d'approfondir

des questions telles que la participation des citoyens à la démocratie locale, nationale et internationale ; le travail en réseaux et la question de la transnationalité ; les problèmes liés à l'éthique dans l'action ; la recherche de synergie avec les syndicats...

Les participants ont émis le vœu de poursuivre ce type de rencontre dans la perspective de faire progresser l'action des organisations de la société civile en Europe.